

Art. 10. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1939.

Art. 10. Onze Eerste-Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 30^e Maart 1939.

LEOPOLD.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Agriculture,

Van Koningswege :
De Eerste-Minister,
Minister van Landbouw,

HUBERT PIERLOT.

30 MARS 1939. — Arrêté royal déterminant les aptitudes physiques requises des candidats aux emplois publics et en réglant la vérification.

LEOPOLD III, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 17a, de Notre arrêté du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;

Vu Notre arrêté du 16 octobre 1936 rattachant au Ministère de la Santé publique, le service administratif de santé commun du Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones et du Ministère des Transports;

Considérant qu'il importe de fixer avec précision les aptitudes physiques à exiger des agents de l'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Nul n'est admis, à quelque titre que ce soit, dans les administrations de l'Etat et dans les établissements ou offices publics y assimilés, en vertu de l'article 1^{er} de Notre arrêté du 2 octobre 1937, s'il n'a passé un examen médical provisoire ou définitif devant un médecin agréé désigné par le service administratif de santé du Ministère de l'Intérieur et de la Santé publique.

Le Secrétaire permanent au recrutement, s'il s'agit d'emplois confiés aux agents définitifs, et l'administration intéressée dans les autres cas, adressent leurs réquisitions au service administratif de santé du Ministère de l'Intérieur et de la Santé publique.

Art. 2. Les agents recrutés avant l'âge de 18 ans sont soumis à un examen médical et réexaminés chaque année. Ils sont licenciés s'il est reconnu que leur état physique ou psychique ne répond pas aux conditions déterminées par le présent arrêté. Ils ne sont déclarés définitivement aptes qu'après leur dix-huitième année.

Art. 3. Les candidats atteints d'une maladie curable ou en état de prédisposition sont l'objet d'une décision d'ajournement lorsque le médecin estime qu'une guérison complète et définitive peut être obtenue dans un délai ne dépassant pas le terme de l'année qui suit la date de la visite médicale. Ils peuvent être soumis, à leur demande ou sur décision de l'administration, à une ou plusieurs visites ultérieures. Si à la fin du délai prévu, le résultat de ces visites n'a pas été favorable, ils sont définitivement exclus.

Art. 4. Le candidat qui a heureusement subi une intervention chirurgicale peut être admis s'il réunit toutes les autres conditions physiques, pour autant que les cicatrices opératoires soient parfaites et qu'un délai de six mois à un an se soit écoulé depuis l'opération qui permette d'apprécier si des récidives ne sont plus à craindre.

30 MAART 1939. — Koninklijk besluit tot bepaling en controle van de lichamelijke voorwaarden welke van de kandidaten voor openbare betrekkingen vereischt worden.

LEOPOLD III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 17a, van Ons besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op Ons besluit van 16 October 1936, waarbij de gemeenschappelijke administratieve gezondheidsdienst van het Ministerie van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van het Ministerie van Verkeerswezen gevoegd werd bij het Ministerie van Volksgezondheid;

Overwegende dat met nauwkeurigheid dient bepaald welke lichamelijke voorwaarden van het Rijkspersoneel vereischt worden;

Op de voordracht van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Niemand kan, in gelijk welke hoedanigheid, tot een betrekking bij de Rijksbesturen of bij de daarmee gelijkgestelde publieke instellingen of diensten, naar luid van artikel 1 van Ons besluit van 2 October 1937, worden toegelaten, indien hij niet een voorloopig of definitief geneeskundig onderzoek heeft ondergaan vanwege een aangenomen geneesheer, aangeduid door den administratieven gezondheidsdienst van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid.

Waar het gaat om kandidaten voor een vaste betrekking, richt de vaste wervingssecretaris en de belanghebbende administratie in de andere gevallen hun verzoek tot den administratieven gezondheidsdienst van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en volksgezondheid.

Art. 2. Het personeel aangeworven voor dat het den ouderdom van 18 jaar heeft bereikt wordt onderworpen aan een voorloopig onderzoek en wordt achteraf van jaar tot jaar opnieuw onderzocht. Die beampten worden afgedankt indien vastgesteld wordt dat hun fysieke of psychische toestand niet beantwoordt aan de bij dit besluit bepaalde voorwaarden. Zij worden slechts definitief geschikt verklaard nadat zij den ouderdom van 18 jaar bereikt hebben.

Art. 3. Ten bate van de kandidaten die door een geneesbare ziekte aangetast zijn of aanleg voor ziekte vertoonen, wordt een beslissing tot uitstelverleening getroffen, wanneer de geneesheer oordeelt dat een volkomen en definitieve genezing kan intreden binnen verloop van een jaar volgend op den datum van het geneeskundig onderzoek. Zij kunnen, op hun vraag, aan een of meer latere geneeskundige onderzoeken onderworpen worden. Indien bij het eindigen van den voorgeschreven termijn de uitslag van die onderzoeken niet gunstig is gebleken, worden zij definitief uitgesloten.

Art. 4. De candidaat, die met goed gevolg een heelkundige bewerking heeft ondergaan, kan toegelaten worden indien hij aan al de overige lichamelijke voorwaarden voldoet, voor zoo ver de heelkundige litteekens volkomen zijn toegenezen en er sedert de operatie een termijn van zes maanden tot een jaar verlopen is, zoodat kan vastgesteld of een wederiustorting niet te vreezen is.

Art. 5. Les visites et examens ont lieu dans les centres médicaux du service administratif de santé. Toutefois, les examens provisoires, les visites annuelles ainsi que les examens de candidats à des emplois non définitifs peuvent être confiés à des médecins étrangers à l'administration, mais agréés à cet effet par le dit service.

Art. 6. En vue d'éviter des substitutions de personnes, les médecins examinateurs exigent la production de la carte d'identité et mentionnent sur le protocole d'examen le numéro de cette carte et la commune qui l'a délivrée.

Art. 7. Les candidats sont convoqués par les soins du service administratif de santé. Si, sans motif valable, ils n'ont pas donné suite à deux convocations successives, la seconde faite sous pli recommandé, ils sont considérés comme se désistant de leur candidature.

Art. 8. Le candidat remplit et signe une déclaration d'identité suivie d'un questionnaire concernant son état de santé passé et présent.

S'il fait une déclaration sciemment inexacte, il est définitivement exclu.

Au dos de la déclaration, le médecin consigne les résultats de son examen et conclut à l'admissibilité, à la non-admissibilité ou à l'ajournement du candidat.

L'agent atteint d'une affection grave qu'il ignore et que l'examen peut ne pas déceler, telle l'épilepsie, est licencié lorsque cette affection se déclare au cours du stage. Il peut, dans ce cas, lui être accordé une indemnité de licenciement.

Art. 9. Le service administratif de santé notifie, selon le cas, à l'administration publique intéressée ou au secrétariat permanent de recrutement, ainsi qu'aux candidats, la conclusion de l'examen, dont le protocole reste dans les dossiers du service de santé. Celui-ci ne fait, en aucun cas, connaître au candidat les raisons qui ont motivé sa décision.

Le candidat peut, dans les dix jours de la notification qui lui est faite, demander que ces motifs soient communiqués à un médecin de son choix. Celui-ci, dans les dix jours qui suivront la communication peut réclamer un examen en consultation avec le médecin qui a pris la décision ou adresser à ce médecin un rapport réfutant les arguments qui l'ont motivé.

Si, après cette consultation, les médecins se mettent d'accord, la décision est modifiée ou maintenue.

En cas de désaccord entre les médecins, la décision est réservée au médecin dirigeant le service administratif de santé ou à son délégué.

Le service administratif de santé procède ensuite à une nouvelle notification dans les formes prévues au premier alinéa du présent article.

Les frais de consultation sont à charge du candidat si la décision finale lui est défavorable.

Art. 10. L'examen médical comporte notamment l'exploration clinique et, au besoin, radiologique des divers organes, ainsi que l'analyse de l'urine, et, s'il y a nécessité, l'analyse du sang.

Le candidat qui se refuse au prélèvement du sang peut être exclu.

Art. 11. Pour être admis dans les administrations de l'Etat ou dans les établissements ou offices publics assimilés, les candidats doivent, sous réserve des conditions spéciales exigées à l'article 12, satisfaire aux conditions suivantes :

1° Taille de 1^m48 au moins pour les femmes, de 1^m52 au moins pour les hommes. Toutefois, des règlements particuliers peuvent exiger pour certains emplois une taille plus élevée;

2° Acuité visuelle au moins égale à un demi (0.5) à chaque oeil, au besoin avec verres correcteurs;

3° Absence de myopie supérieure à six dioptries ou d'hypermétropie, totalisant plus de six dioptries pour les deux yeux (après instillation d'homatropine à 2 p. c.); absence d'astigmatisme égal ou supérieur à cinq dioptries;

4° Champ visuel suffisant à chaque oeil pour permettre au candidat d'exercer normalement ses fonctions;

5° Réflexivité générale satisfaisante;

6° Absence de toute déféctuosité et de toute affection corporelle ou mentale progressive ou sujette à récédive, de nature à empêcher les candidats d'assurer leur service.

En outre, sauf pour les agents temporaires ou provisoires, l'examen médical doit établir que l'intéressé est exempt de toute infirmité ou anomalie de constitution et de toute prédisposition à des maladies pouvant entraîner prématurément une incapacité de travail, la mise à la retraite ou le décès

Art. 5. De visites en onderzoeken vinden plaats in de geneeskundige centra van den administratieven gezondheidsdienst. Nochtans mogen de voorloopige onderzoeken, de jaarlijksche visites, alsmede de onderzoeken van kandidaten voor niet-vaste betrekkingen, toevertrouwd worden aan geneesheeren die geen ambtenaar zijn, maar die daartoe door gezegden dienst werden aangenomen.

Art. 6. Ten einde te voorkomen dat een persoon in de plaats van een andere zou verschijnen, zullen de onderzoekende geneesheeren voorlegging der eenzelvighedskaart eischen en zullen zij in het verslag over het onderzoek het nummer vermelden van die eenzelvighedskaart en den naam van de gemeente die ze heeft afgeleverd.

Art. 7. De kandidaten worden opgeroepen door toedoen van den administratieven gezondheidsdienst. Indien zij zonder wettige reden, geen gevolg hebben gegeven aan twee achtereenvolgende oproepingen, waarvan de tweede onder den vorm van een aangetekend schrijven worden zij geacht hun candidatuur ingetrokken te hebben.

Art. 8. Een identiteitsverklaring gevolgd van een vragenlijst omtrent den vroegeren en tegenwoordigen gezondheidsstoestand van den candidaat wordt door hem ingevuld en ondertekend.

Als hij met opzet een onjuiste verklaring aflegt, wordt hij definitief uitgesloten.

Op de keerzijde van de verklaring vermeldt de geneesheer den uitslag van zijn onderzoek en beslist dat de candidaat al of niet kan aangenomen worden, ofwel dat hem uitstel dient verleend.

De candidaat die aangetast is door een ernstige hem niet bekende kwaal, die aan de opsporingen van het onderzoek zou kunnen ontsnappen, zooals de vallende ziekte, wordt doorgezonden als die ziekte geconstateerd wordt gedurende zijn proeftijd. In dit geval kan hem een afdankingsvergoeding toegekend worden.

Art. 9. De administratieve gezondheidsdienst notificeert, volgens het geval, aan de belanghebbende administratie of aan den vasten wervingsscretaris, alsmede aan de kandidaten, de conclusies van het examen waarvan het verslag in de dossiers van den gezondheidsdienst blijft. Deze dienst stelt in geen geval den candidaat in kennis met de redenen die tot staving der beslissing hebben gediend.

De candidaat mag binnen tien dagen na de hem gedane notificering vragen dat die redenen ter kennis worden gebracht van een geneesheer zijner keuze. Die geneesheer kan binnen tien dagen volgend op de mededeeling een onderzoek eischen, in consult met den geneesheer die de beslissing heeft genomen, ofwel kan hij aan dien geneesheer een verslag overmaken, tot weerlegging van de ingeroepen stavingsargumenten.

Indien, na dit consult, de geneesheeren het eens zijn, wordt de beslissing gewijzigd of gehandhaafd.

Zijn de adviezen der geneesheeren uiteenlopend, dan wordt de beslissing voorbehouden aan den geneesheer-bestuurder van den administratieven gezondheidsdienst of zijn afgevaardigde.

De administratieve gezondheidsdienst notificeert andermaal den uitslag in de bij de eerste alinea van dit artikel voorziene vormen.

De kosten van het consult zijn ten laste van den candidaat wanneer de eindbeslissing tegen hem uitvalt.

Art. 10. Het geneeskundig onderzoek omvat onder meer de klinische en zoo noodig de radiologische onderzoeking van de verschillende organen en functies, alsmede de ontleding der urine en wanneer zulke geboden is de ontleding van het bloed.

De candidaat die weigert te laten overgaan tot het nemen van bloed, kan uitgesloten worden.

Art. 11. Om tot de Rijksbesturen of tot de daarmee gelijkgestelde instellingen of diensten toegelaten te worden, moeten de kandidaten, onverminderd de bijzondere voorwaarden bij artikel 12 voorzien, aan de navolgende voorwaarden voldoen :

1° Gestalte : minimum 1^m48 voor de vrouwen, 1^m52 voor de mannen. Bij bijzondere reglementen kan echter, voor bepaalde betrekkingen, een grootere gestalte vereischt worden;

2° Gezichtsscherpte : minimum gelijk aan 1/2 (0.5) voor ieder oog, desnoods met brilleglazen;

3° Niet lijden aan myopie noch aan hypermetropie van meer dan zes dioptrieën voor de twee oogen samen (na indruppeling van 2 t. h. homatropine); noch aan astigmatisme van vijf dioptrieën of meer;

4° Ieder oog moet een voldoende gezichtsveld hebben om den candidaat toe te laten zijn ambt naar behooren te vervullen;

5° Voldoende algemeene reflexiviteit;

6° Vrij zijn van alle lichamelijke of geestelijke gebreken of kwalen, die toenemen of dreigen terug te komen en van dien aard zijn dat zij den candidaat beletten zijn dienst waar te nemen.

Bovendien moet uit het geneeskundig onderzoek, behalve voor het tijdelijke of voorloopige personeel, blijken dat de candidaat vrij is van alle kwalen of lichaamsgebreken en geen aanleg heeft voor ziekten die vroegtijdige werkonbekwaamheid, overlijden of oppensienstelling kunnen voor gevolg hebben.

Art. 12. Pour les emplois ci-après déterminés, les candidats doivent en plus satisfaire aux conditions suivantes :

CATEGORIE 1.

Agents diplomatiques, consulaires et de chancellerie.

- 1° Absence de tout défaut physique de nature à nuire au prestige de la fonction;
- 2° Aptitudes nécessaires pour résister aux fatigues et aux dangers inhérents au séjour en pays exotiques.

CATEGORIE 2.

Personnel des services actifs ou de surveillance, astreint notamment à de nombreuses marches ou à de longues stations debout.

- 1° Intégrité anatomique et fonctionnelle complète des membres inférieurs, des appareils digestifs et respiratoires, du système circulatoire cardio-artériel (épreuves d'effort satisfaisants) et veineux (absence de varices, etc.);
- 2° Acuité visuelle égale à l'unité pour un œil et au moins un demi (0.5) pour l'autre, au besoin avec verres correcteurs. Pour les ingénieurs, architectes, inspecteurs techniques, cette dernière limite peut tomber à 1/3;
- 3° Pas d'hypermétropie supérieure à 1 dioptrie, ni de myopie comportant le port de verres de plus de cinq dioptries;
- 4° Champ visuel complet;
- 5° Intégrité du sens chromatique pour les emplois à déterminer par les règlements particuliers à chaque département.

CATEGORIE 3.

Télégraphistes.

- 1° Absence de toute anomalie des appareils respiratoires et digestifs;
- 2° Réflexivités tendineuse et vasomotrice normales;
- 3° Réactions psycho-motrices normales;
- 4° Intégrité complète des articulations du poignet et bonne musculature des membres supérieurs;
- 5° Acuité visuelle égale à 2/3 (0.7) pour un œil et à 1/2 (0.5) pour l'autre, au besoin avec verres correcteurs;
- 6° Fonctions auditives parfaites des deux côtés;
- 7° Bonne mémoire auditive.

CATEGORIE 4.

Téléphonistes.

- 1° Absence de toute anomalie des appareils respiratoire et digestif;
- 2° Réflexivités tendineuse et vasomotrice normales;
- 3° Envergure au moins égale à la normale;
- 4° Réactions psycho-motrices normales;
- 5° Acuité visuelle égale à l'unité à un œil et à 2/3 (0.7) à l'autre, au besoin avec verres correcteurs;
- 6° Sens chromatique correct;
- 7° Fonctions auditives parfaites des deux côtés;
- 8° Bonne mémoire auditive.

CATEGORIE 5.

Personnel tenant des emplois intéressant la sécurité du public.

- 1° Robusticité générale forte (bonne dynamométrie, indices de robusticité très satisfaisants);
- 2° Réflexivité tendineuse et pupillaire normale;
- 3° Acuité visuelle égale à l'unité pour un œil et à 2/3 (0.7) au moins pour l'autre, sans verres correcteurs;
- 4° Absence de myopie; absence d'hypermétropie supérieure à 1 dioptrie;
- 5° Sens chromatique correct;
- 6° Fonctions auditives parfaites des deux côtés.

CATEGORIE 6.

Ouvriers en général.

- 1° Robusticité générale forte (forte dynamométrie, bonnes épreuves d'effort, indices de robusticité très satisfaisants);
- 2° Absences de déformations, cicatrices ou malformations ayant un retentissement sur la robusticité, la motricité ou sur les fonctions organiques du sujet;
- 3° Intégrité absolue des appareils circulatoires et respiratoires (en particulier absence de varices, etc.);
- 4° Acuité visuelle égale à l'unité pour un œil et au moins un demi (0.5) pour l'autre. Des règlements particuliers peuvent porter ces limites à 2/3 (0.7) pour certains emplois à déterminer.

Le port des verres est autorisé, sauf pour les emplois à déterminer par des règlements particuliers.

Art. 12. Voor de hierna bepaalde betrekkingen moeten de kandidaten daarenboven aan de volgende vereischten voldoen :

1° CATEGORIE.

Diplomatieke, consulaire en kanselarijambtenaren.

- 1° Vrij zijn van elk lichamelijk gebrek dat zou kunnen schaden aan het prestige van de functie;
- 2° Noodige geschiktheid om te weerstaan aan de vermoedenissen en de gevaren die gepaard gaan met een verblijf in exotische streken.

2° CATEGORIE.

Personeel der actieve- en contrôlediensten dat, onder meer, veel moet gaan of vaak langdurig moet staan.

- 1° Volledige anatomische en functioneele gaafheid van de onderste ledematen, van het spijsverterings- en van het ademhalingsstelsel, van hart- en slagader-bloedsomloop (voldoende krachtproeven) en van den aderbloedsomloop (geen aderspatten, enz.);
- 2° Gezichtsscherpte gelijk aan 1 voor het eene oog en aan minimum 1/2 (0.5) voor het andere, desnoods met brilleglazen. Voor de ingenieurs, bouwmeesters en technische inspecteurs, mag die laatste grens tot op 1/3 gebracht worden;
- 3° Niet lijden aan hypermetropie van meer dan 1 dioptrie, noch aan myopie welke het dragen van glazen van meer dan vijf dioptrieën noodzakelijk maakt;
- 4° Volledige gezichtsveld;
- 5° Gaafheid van den kleurzin voor de betrekkingen, bepaald bij de bijzondere reglementen van ieder departement.

3° CATEGORIE.

Telegrafisten.

- 1° Geen afwijkingen in het ademhalings- noch in het spijsverteringsstelsel;
- 2° Normale tendineuze en vasomotorische reflectiviteit;
- 3° Normale psycho-motorische reacties;
- 4° Volledige gaafheid van de polsgewrichten en goede musculatuur van de bovenste ledematen;
- 5° Gezichtsscherpte gelijk aan 2/3 (0.7) voor het eene oog en aan 1/2 (0.5) voor het andere, desnoods met brilleglazen;
- 6° Volkomen gehoorverrichtingen langs beide kanten;
- 7° Goed gehoorgeheugen.

4° CATEGORIE.

Telefonisten.

- 1° Geen afwijkingen in het ademhalings- noch in het spijsverteringsstelsel;
- 2° Normale tendineuze en vasomotorische reflectiviteit;
- 3° Armwijdte ten minste gelijk aan de normale;
- 4° Normale psycho-motorische reacties;
- 5° Gezichtsscherpte gelijk aan 1 voor het eene oog en aan 2/3 (0.7) voor het andere, desnoods met brilleglazen;
- 6° Gaafheid van den kleurzin;
- 7° Volkomen gehoorverrichtingen langs beide kanten;
- 8° Goed gehoorgeheugen.

5° CATEGORIE.

Personeel der betrekkingen waarbij de veiligheid van het publiek betrokken is.

- 1° Grootte algemeene lichaamskracht (goede dynamometrie, bevredigende robusticiteitscijfers);
- 2° Normale pees- en pupilreflectiviteit;
- 3° Gezichtsscherpte gelijk aan 1 voor het eene oog en aan minimum 2/3 (0.7) voor het andere, zonder brilleglazen;
- 4° Geen myopie, noch hypermetropie van meer dan 1 dioptrie;
- 5° Gaafheid van den kleurzin;
- 6° Volkomen gehoorverrichtingen langs beide kanten.

6° CATEGORIE.

Werklieden in het algemeen.

- 1° Grootte algemeene lichaamskracht (goede dynamometrie, bevredigende krachtproeven, zeer bevredigende robusticiteitscijfers);
 - 2° Geen afwijkingen, littekens noch misvormingen die een weerslag hebben op de lichaamskracht, of de beweeglijkheid of op de organische functies van den betrokken persoon;
 - 3° Volledige gaafheid van den bloedsomloop en van het ademhalingsstelsel (inzonderheid geen aderspatten, enz.);
 - 4° Gezichtsscherpte gelijk aan 1 voor het eene oog en aan minimum 1/2 (0.5) voor het andere. Bij de bijzondere reglementen kunnen deze grenzen, voor bepaalde betrekkingen, op 2/3 (0.7) gebracht worden.
- Het dragen van een bril is toegelaten, behalve voor de bij bijzondere reglementen bepaalde betrekkingen.

CATÉGORIE 7.

Personnel enseignant et tous agents devant surtout donner satisfaction sous le rapport des organes vocaux, respiratoires et du système nerveux.

1° Intégrité anatomique et fonctionnelle complète des membres inférieurs, du système circulatoire cardio-artériel et veineux (absence de varices, etc);

2° Intégrité complète des appareils respiratoire et nerveux;

3° Absence de blépharo-conjonctivite chronique, de strabisme ou d'aphakie;

4° Sens chromatique correct pour l'enseignement du dessin et de la peinture.

L'examen des professeurs de l'enseignement technique tient compte des conditions spéciales à cet enseignement.

CATÉGORIE 8.

Personnel itinérant dont les attributions exigent une forte résistance.

1° Forte constitution (bonne dynamométrie, épreuves d'effort satisfaisantes, indices de robusticité satisfaisants);

2° Absence de déformation, cicatrices ou malformations ayant un retentissement sur la robusticité, la motricité ou sur les fonctions organiques du sujet;

3° Intégrité absolue des appareils respiratoire et circulatoire (en particulier absence de varices, etc.);

4° Acuité visuelle égale à l'unité pour un oeil et à 2/3 (0.7) pour l'autre, sans verres correcteurs;

5° Champ visuel complet aux deux yeux;

6° Acuité auditive égale à 1 pour une oreille et 50 p. c. pour l'autre.

Art. 13. Des arrêtés ministériels établiront pour chaque département la répartition des diverses fonctions dans les catégories déterminées à l'article précédent.

Art. 14. En adressant au secrétariat permanent au recrutement une demande de personnel, l'administration intéressée indique la catégorie aux conditions de laquelle le candidat doit satisfaire. Si l'emploi postulé ne requiert aucune aptitude spéciale, la demande indique qu'il relève de la catégorie générale.

Les mêmes indications sont données au service de santé administratif, lorsque celui-ci est appelé, sans l'intervention du secrétariat permanent au recrutement, à examiner des candidats à des emplois d'agents temporaires ou provisoires.

Il est signalé éventuellement si le candidat doit satisfaire aux conditions de plusieurs catégories.

Art. 15. Pour passer d'un service correspondant à l'une des catégories spécifiées ci-dessus à un service d'une autre catégorie, tout agent déjà admis à titre définitif doit subir un examen médical établissant qu'il réunit les conditions physiques spéciales requises pour occuper son nouvel emploi.

Art. 16. L'administration, l'établissement ou l'office public signale au service administratif de santé les déficiences qui viendraient à se manifester chez l'agent en cours de stage et qui semblent de nature à rendre l'intéressé incapable de remplir ses fonctions, ou l'exposent à tomber prématurément à charge du Trésor.

Il signale, de même, à la fin du stage, les agents qui totalisent plus de trois mois d'absence pour maladie.

Le service administratif de santé fait procéder à un nouvel examen médical des intéressés et, le cas échéant, les tient en observation. Ils ne sont définitivement admis que si cet examen leur est favorable.

Les dispositions des articles 7 et 9 du présent arrêté sont applicables au cas prévu ci-dessus.

Art. 17. Nos Ministres désignent, chacun en ce qui le concerne, au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, un ou plusieurs fonctionnaires supérieurs chargés de fournir sans délai au service administratif de santé les avis ou indications qui leur seraient demandés au sujet du travail exigé des agents à recruter.

Art. 18. Sont abrogées les dispositions antérieures relatives à la détermination et à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats aux emplois des administrations publiques et des établissements ou offices publics assimilés.

7° CATEGORIE.

Onderwyzend personeel, en alle personeel dat vooral moet voldoen aan de vereischten betreffende de siemorganen, de ademhaling en het zenuwstelsel.

1° Volledige anatomische en functioneele gaafheid van de onderste ledematen, van den hart-, slagader- en aderbloedsomloop (geen aderspatten, enz.);

2° Volkomen gaafheid van de ademhalingsorganen en van het zenuwstelsel;

3° Geen chronische blepharo-conjunctivitis hebben, noch scheel, noch lensloos zijn;

4° Gaafheid van den kleurzin voor het onderwijs in teekenen en schilderen.

Bij het onderzoek van de professoren voor het technisch onderwijs, wordt rekening gehouden met de bijzondere vereischten van dit onderwijs.

8° CATEGORIE.

Reizend personeel, waarvan de bezigheden een groot uithoudingsvermogen vereischen.

1° Sterk gestel (goede dynamometrie, bevredigende krachtproeven, bevredigende robusticiteitscijfers);

2° Geen afwijkingen, littekens of misvormingen, die een weerslag hebben op de lichaamskracht, of de beweeglijkheid of op de organische functies van den betrokken persoon;

3° Volledige gaafheid van het ademhalingsstelsel en van den bloedsomloop (inzonderheid geen aderspatten, enz.);

4° Gezichtsscherpte gelijk aan 1 voor het eene oog en aan 2/3 (0.7) voor het andere, zonder brilleglazen;

5° Volledig gezichtsveld van de twee oogen;

6° Gehoorscherppte gelijk aan 1 voor het eene oor en aan 50 t. h. voor het andere.

Art. 13. Ministerieele besluiten zullen voor elk departement de indeeling aanduiden van de verschillende functies in de in vorig artikel bepaalde categorieën.

Art. 14. Bij het indienen van een vraag om personeel bij het vast wervingssecretariaat, zal het belanghebbend bestuur tevens vermelden aan de voorwaarden van welke categorie de candidaat moet voldoen. Indien de aangevraagde betrekking geen enkele speciale geschiktheid vergt, zal de aanvraag vermelden dat zij tot de algemeene categorie behoort.

Dergelijke aanduidingen zullen ook aan den administratieven gezondheidsdienst verstrekt worden wanneer hem gevraagd wordt, zonder de tusschenkomst van het vast wervingssecretariaat, candidaten voor tijdelijke of voorloopige betrekkingen te onderzoeken.

Tevens dient eventueel vermeld of de candidaat moet voldoen aan de voorwaarden van meerdere categorieën.

Art. 15. Om over te gaan van een dienst die overeenstemt met een der voormelde categorieën naar een dienst van een andere categorie zal elk reeds vast aangesteld beambte zich moeten onderwerpen aan een geneeskundig onderzoek waarbij vastgesteld wordt dat hij voldoet aan de speciale lichamelijke vereischten die gevergd worden voor de categorie waartoe de nieuwe betrekking behoort.

Art. 16. Het bestuur, de openbare instelling of dienst signaleert aan den administratieven gezondheidsdienst de tekortkomingen die tijdens den proeftijd van den abtenaar zouden aan den dag gekomen zijn en die van aard schijnen om belanghebbende ongeschikt te maken tot het vervullen van zijn functie, of hem bloot te stellen vroegtijdig ten laste van de Schatkist te vallen.

Het bestuur, de openbare instelling of dienst signaleert eveneens bij het einde van den proeftijd, de ambtenaren die, in totaal, meer dan drie maanden afwezigheid voor ziekte tellen.

De administratieve gezondheidsdienst doet tot een nieuw geneeskundig onderzoek van belanghebbenden overgaan en plaatst ze eventueel in observatie. Zij zullen slechts definitief aanvaard worden als dit geneeskundig onderzoek te hunnen gunste uitvalt.

De bepalingen van artikel 7 zijn van toepassing in voormeld geval.

Art. 17. Onze Ministers zullen, elk wat hem betreft, bij den Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, een of meer hogere ambtenaars aanduiden, die tot taak zullen hebben onverwijld aan den administratieven gezondheidsdienst mededeeling te geven van de hun gevraagde adviezen of inlichtingen in verband met het werk dat van de aan te werven beambten zal gevergd worden.

Art. 18. Worden ingetrokken de vroegere voorschriften betreffende de bepaling en de controle van de lichamelijke voorwaarden geëischt van de candidaten voor de betrekkingen in de Rijksbesturen en in de daarmee gelijkgestelde openbare instellingen of diensten.

Art. 19. Nos Ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1939.

Art. 19. Onze Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 30^e Maart 1939.

LEOPOLD.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Agriculture,

HUBERT PIERLOT.

Van 's Konings wege :
De Eerste-Minister,
Minister van Landbouw,

Le Ministre
des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,

E. SOUDAN.

De Minister
van Buitenlandsche Zaken
en Buitenlandschen Handel,

Le Ministre des Communications
et des Travaux publics,

H. MARCK.

De Minister van Verkeerswezen
en Openbare Werken,

Le Ministre de la Justice,

A.-E. DE SCHRYVER.

De Minister van Justitie,

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Santé publique,

W. EEKELERS.

van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

Le Ministre
de l'Instruction publique,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre
de la Défense Nationale,

Le Ministre
des Affaires économiques
et des Classes moyennes,

Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Colonies.

De Minister
van Openbaar Onderwijs,
E. BLANQUAERT.

De Minister van Financiën,
GUTT.

De Minister
van Landsverdediging,
H. DENIS.

De Minister
van Economische Zaken
en Middenstand,
R. RICHARD.

De Minister,
van Arbeid en Sociale Voorzorg,
A. WAUTERS.

De Minister van Koloniën,
G. HEENEN.

30 MARS 1939.

Arrêté royal relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat.

LEOPOLD III, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 101 à 108 de Notre arrêté du 2 octobre 1937 fixant le statut des agents de l'Etat;

Considérant qu'il convient de fixer à nouveau les règles relatives à la mise en disponibilité des agents de l'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

SECTION I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1^{er}. Les agents de l'Etat peuvent être, sans préavis, mis en disponibilité :

- 1° par suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 2° pour cause de mission spéciale;
- 3° pour cause de maladie ou d'infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède les limites fixées à l'article 17;
- 4° pour motif de convenance personnelle;
- 5° pour remplir les obligations résultant d'un engagement militaire;
- 6° pour exercer au Congo belge ou dans les territoires sous mandat des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique.

Art. 2. Pour autant qu'il n'en ait pas été disposé autrement par la loi, la mise en disponibilité des agents de l'Etat est prononcée :

- a) par Nous, pour les fonctionnaires de la première catégorie mis en disponibilité par suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- b) par le Ministre, pour les fonctionnaires mis en disponibilité pour d'autres motifs, et pour les agents de la deuxième catégorie. Dans les limites qu'il détermine, le Ministre peut déléguer ce pouvoir;
- c) par le secrétaire général ou par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination en vertu de l'article 3 de Notre arrêté du 2 octobre 1937, en ce qui concerne les agents des autres catégories.

Art. 3. Les agents ne peuvent être mis ou maintenus en disponibilité s'ils se trouvent dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 4. En aucun cas, la durée de la disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente ne peut dépasser, en une ou plusieurs fois, la durée des services effectifs rendus à partir de l'âge de 19 ans,

2° FEUILLE/BLAD.

30 MAART 1939.

Koninklijk besluit betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel.

LEOPOLD III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 101 tot 108 van Ons besluit van 2 October 1937 houdende vaststelling van het statuut van het Rijkspersoneel;

Overwegende dat het past de regelen betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel opnieuw vast te leggen;

Op de voordracht van Onze in Raad vereenigde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

AFDEELING I. — ALGEMEENE BEPALINGEN.

Artikel 1. De Rijksambtenaren kunnen zonder opzegging ter beschikking worden gesteld :

- 1° wegens ambtsopheffing of wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst;
- 2° wegens bijzondere opdracht;
- 3° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, doch welke aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan bij artikel 17 bepaald;
- 4° wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 5° wegens vervulling van verplichtingen voortvloeiend uit een militaire verbintenis;
- 6° wegens uitoefening, in Belgisch Congo of in de mandaatgebieden, van een ambt dat afhangt van een openbaren dienst of van een instelling, welke diensten van openbaar nut in bedrijf heeft.

Art. 2. Voor zoover er bij de wet niet anders werd over beslist, wordt de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel uitgesproken :

- a) door Ons, wat betreft de ambtenaren van de eerste categorie, ter beschikking gesteld wegens ambtsopheffing of wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst;
- b) door den Minister voor de eigenlijke ambtenaren, om andere redenen ter beschikking gesteld, en voor het personeel der tweede categorie. Binnen de door hem bepaalde grenzen, mag de Minister die bevoegdheid overdragen;
- c) door den secretaris-generaal of door den overheidspersoon die de benoemingsmacht uitoefent krachtens artikel 3 van Ons besluit van 2 October 1937, voor het personeel der overige categorieën.

Art. 3. De Rijksambtenaren kunnen niet ter beschikking gesteld of gehandhaafd worden zoo zij, de vereischte voorwaarden vervullen om een rustpensioen te bekomen.

Art. 4. In geen geval mag de duur der terbeschikkingstelling met genot van wachtgeld, in eens of meermalen, den duur overtreffen van de met ingang van den 19-jarigen leeftijd bewezen werkelijke